

Chine : l'état du mouvement syndical et des luttes ouvrières

dimanche 11 août 2013, par [AU Loong-yu](#), [BAI Ruixue](#), [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 6 mai 2013).

Membres du comité de rédaction du site *China Labour Net*, Au Loong-Yu et Bai Ruixue sont engagés de longue date dans la solidarité avec les luttes ouvrières en Chine continentale comme à Hongkong. Membre fondateur du Globalization Monitor, Au Loong-Yu a aussi été l'un des porte-parole de l'Alliance du peuple lors des manifestations contre la réunion du Fonds monétaire international dans l'ancienne colonie britannique, en 2006.

La firme taïwanaise Foxconn emploie 1,5 million de salariés en Chine continentale, produisant des composants électroniques pour des marques comme Apple. Elle a annoncé qu'elle autoriserait l'élection de représentants syndicaux en juillet 2013. Pensez-vous que la démocratisation des sections syndicales d'entreprise est possible dans le contexte d'un Etat policier ?

Selon des médias occidentaux, il s'agirait de la première tentative de syndicalisation à Foxconn. Cela n'est pas exact. En 2007, la Fédération des syndicats de Chine (connue sous son sigle anglais d'ACFTU) avait publiquement annoncé qu'elle avait constitué une section syndicale d'entreprise dans une usine de Foxconn où une lutte s'était récemment produite. Le quotidien Southern Metropolitan Daily a interviewé des travailleurs de cette entreprise. Ils lui ont dit ne pas savoir ce qu'était un syndicat, ou qu'ils ne prendraient contact avec la section syndicale qu'en dernier ressort. Donc, au moins à Shenzhen, il y a déjà un syndicat à Foxconn, mais personne ne sait s'il a fait quoi que ce soit pour les ouvrières et les ouvriers.

Deux travailleurs de Foxconn Zhengzhou se sont suicidés en se jetant dans le vide voici moins de quinze jours, après que la direction a imposé sans préavis le « mode silencieux » à ses salariés. Les employés se sont plaints qu'il leur était interdit de parler au travail – soit plus de 10 heures par jour. Cela en a conduit plus d'un au désespoir. Foxconn est connu pour imposer à sa main-d'œuvre une discipline militaire. Dans la seule année 2010, quatorze travailleurs se sont donné la mort. On se demande ce que la Fédération des syndicats a jamais fait pour empêcher Foxconn de traiter ses salariés comme des esclaves. Si une section syndicale d'entreprise avait une effectivité, comment la direction pourrait-elle leur imposer le « mode silencieux » sans même les consulter ?

Pas de syndicats libres sans liberté politique

Nous ne partageons pas l'idée selon laquelle une démocratisation générale des syndicats dans l'entreprise est possible en l'absence de libertés civiles dans le pays. L'expérience de la réélection de la section syndicale de Honda Foshan le montre. Les travailleurs de Honda Foshan ont mené une lutte héroïque et victorieuse en 2010, obligeant la direction et la section locale de la Fédération des syndicats non seulement à consentir une augmentation de salaire, mais aussi à assurer une

réélection syndicale dans l'usine.

En 2012, une ONG a enquêté sur cette réélection. Malgré la rhétorique des dirigeants du Parti communiste et de l'ACFTU, dans le Guangdong, sur le respect du droit des travailleurs à une élection démocratique, il s'avère qu'il ne s'agissait que d'une élection partielle - une partie seulement de la direction syndicale y étant soumise. Le précédent président - contre lequel les grévistes étaient très remontés - a gardé son siège.

Une élection complète a finalement eu lieu en 2011, sous l'auspice du syndicat local. Cependant, en accord avec les procédures établies par l'ACFTU, la direction sortante a monopolisé le processus de nomination des candidatures à la nouvelle direction. Ainsi, les employés de niveau « encadrement », directorial, ont été autorisés à se présenter comme candidats devant le congrès syndical. De plus, ils ont bénéficié d'un ratio délégués/membres bien plus favorable que les travailleurs du rang.

En conséquence, des membres de l'encadrement ont été élus à la direction du syndicat, alors que les militants qui avaient mené la lutte de 2010 se voyaient éjectés. Les élections dans les secteurs et les comités à la base se sont produites après la reconstitution complète de la direction syndicale centrale de l'usine. Cette procédure a été délibérément organisée pour être très compliquée, très lente, de façon à pouvoir être plus aisément manipulée d'en haut.

Et puis, récemment, le 18 mars dernier, les travailleurs d'Honda Foshan sont à nouveau entrés en grève, n'étant pas satisfaits du programme d'ajustement salarial proposé par la direction et le syndicat de l'entreprise. A leurs yeux, ce programme n'était à l'avantage que des niveaux les plus élevés du salariat et il désavantageait les salariés du bas de l'échelle. A la suite de la grève, des hausses de salaire plus élevées ont été offertes aux deux échelons les plus bas.

Les syndicats officiels contestés

Cette grève semble bien indiquer que la capacité du syndicat de défendre les intérêts des travailleurs n'est pas très significative. Elle montre le peu de communication entre la section syndicale et les travailleurs du rang, le fait que ces derniers ont dû une nouvelle fois la contourner et engager eux-mêmes une grève pour défendre leurs droits. A la vérité, les ouvriers expliquaient que la position du syndicat était la même que celle de la direction de l'entreprise.

Deux semaines plus tard, c'était au tour de travailleurs d'une autre boîte, l'usine électronique Ohms à Shenzhen, de demander que son poste soit retiré au président élu du syndicat, Zhao Shaobo. Zhao avait été élu à ce poste l'an dernier à la suite d'une grève exigeant précisément que les travailleurs aient le droit de pouvoir élire leurs propres représentants. Cependant, certains salariés accusent maintenant Zhao et le syndicat de n'avoir pas protégé leurs intérêts, notamment en ce qui concerne la défense du contrat de travail de 22 employés qu'Ohms a décidé de ne pas reconduire au début de cette année. Selon les travailleurs, Zhao a même essayé de les convaincre d'accepter les propositions de la direction de l'entreprise. « Nous ne voulons pas que le président de notre syndicat penche du côté de la direction. Nous voulons élire quelqu'un qui parle pour nous », a dit l'un des ouvriers.

Qu'en est-il des syndicats dans le secteur public ?

Il y a beaucoup moins d'informations concernant les syndicats dans les entreprises d'Etat - les SOE ou State Owned Enterprises, « entreprises possédées par l'Etat ». Les médias de masse couvrent plus volontiers les grèves et les réélections syndicales dans le secteur privé - et plus spécialement encore dans les entreprises étrangères, car ils peuvent toujours pointer du doigt les investisseurs étrangers en les accusant de ne pas respecter les lois. Quand la même chose se passe dans le

secteur public, étatique, des représentants officiels de l'Etat sont nécessairement et directement impliqués. Du coup, le risque est grand que la presse soit censurée, à moins que les protestations ne deviennent plus larges et ne durent plus longtemps.

De façon générale, dans le secteur privé, la règle est probablement que les syndicats soient réduits à des coquilles vides sous le contrôle des employeurs, le parti-Etat ayant peu d'espace pour intervenir. En revanche, dans le secteur étatique - et même si les entreprises d'Etat ont aujourd'hui une direction plus indépendante que par le passé -, l'héritage du rôle du parti et de son intervention sur les lieux de travail n'a pas totalement cédé la place au pouvoir de la direction de l'usine.

Bien entendu, les rapports de forces peuvent varier considérablement d'une région à l'autre ou suivant les industries. Cela implique probablement que dans le secteur étatique, si les travailleurs veulent un syndicat contrôlé sur leur lieu de travail par les salariés du rang, ils risquent de devoir s'affronter non seulement à la direction de l'entreprise, mais aussi à l'appareil d'un parti hostile et présent au sein même de l'usine.

Un autre fait montre que les syndicats officiels en font bien peu pour protéger les travailleurs de ce secteur. Selon le code du travail, les entreprises d'Etat ne peuvent faire appel à de la main-d'œuvre intérimaire que pour compléter la main d'œuvre régulière, et ce, uniquement dans le cas où cette dernière ne peut pas remplir telle ou telle tâche spécifique. Pourtant, aujourd'hui, elles y recourent massivement et l'ACFTU n'a pas rejeté cette pratique devenue courante.

En un mot, rien ne porte à croire que la Fédération des syndicats de Chine va cesser d'agir comme un instrument du parti au pouvoir et de son orientation capitaliste. Même si, à l'occasion, l'ACFTU faisait quelque chose d'utile aux travailleurs, ce ne serait qu'un agenda secondaire. En 2010, sous la pression du lobby patronal de la province de Guangdong et des investisseurs de Hongkong, une clause qui aurait pu conduire à l'élection de représentants des travailleurs pour des « consultations collectives » a été retirée du projet de « règlements sur la gestion démocratique des entreprises » de cette province. La clause originelle n'avait pourtant rien de révolutionnaire - l'ACFTU aurait contrôlé la nomination des candidats et le mot « négociation » n'apparaissait pas, étant considéré trop « antagonique » ; néanmoins, les révisions successives ont vidé la version finale de ce projet de loi de tout sens pour les travailleurs.

Huang Qiaoyan, un professeur de droit à l'université Sun Yat-Sen du Guangzhou, a décrit en ces termes la version révisée de 2011 : elle « reflète le souhait des personnes qui ont rédigé le projet de continuer à contrôler, via les divers niveaux du syndicat, la revendication croissante des travailleurs pour des consultations collectives sur les salaires. Elles ne veulent pas voir une situation où se développeraient des actions spontanées des travailleurs et où les syndicats ne pourraient pas intervenir, qu'ils ne pourraient pas organiser et contrôler. »

Malgré tout cela, le mouvement ouvrier international tend à travailler toujours plus étroitement avec la Fédération des syndicats de Chine, renforçant ainsi sa légitimité. Une crédibilité qui a été une nouvelle fois accordée à l'ACFTU en juin 2011, quand elle a été élue à l'organe dirigeant de l'Organisation internationale du Travail (OIT) par le groupe « salariés ».

Comment évaluez-vous le niveau actuel de mobilisation ouvrière en Chine ?

Pendant plus de dix ans, les luttes ouvrières en Chine sont pour l'essentiel restées économiques. Les résistances aux privatisations dans le secteur d'Etat auraient potentiellement pu ouvrir la voie à des luttes plus politiques, mais cela ne s'est pas concrétisé du fait des rapports de forces : d'un côté, les travailleurs de ce secteur étaient démoralisés et avaient subi des défaites, de l'autre ils auraient dû faire face à une répression sévère.

Une nouvelle génération sans le poids des défaites

Néanmoins, les luttes économiques dans les deux secteurs (étatique et privé) peuvent conduire à des changements positifs, même si limités. C'est doublement important. Du fait des gains immédiats obtenus par des victoires, comme l'arrêt de privatisations, l'obtention de meilleures conditions de travail ou la réduction des atteintes à l'environnement. Du fait aussi - ce qui est encore plus important - que de telles victoires peuvent inspirer d'autres actions à l'avenir ; qu'elles peuvent contribuer à renforcer leur potentiel de succès, comme on l'a vu avec la lutte des travailleurs de l'acier de Tonghua et de l'automobile chez Honda.

La forme prise par ces résistances reflète aussi le caractère de plus en plus hardi de la présente génération. A cet égard, et bien qu'encore à une petite échelle, la tentative des travailleurs de Pepsi de coordonner leurs actions via Internet dans plusieurs provinces mérite particulièrement d'être relevée. Dans le passé, une telle coordination avait certes pu être envisagée, mais la peur des conséquences aurait eu un effet dissuasif.

Le fait que les jeunes travailleurs de Honda ont déclaré qu'ils agissaient dans l'intérêt de la classe ouvrière chinoise tout entière montre qu'il y a des signes indiquant que cette nouvelle génération, libérée de la terrible défaite de 1989, a la capacité potentielle de regarder au-delà des enjeux immédiats et de s'identifier à des préoccupations plus vastes que celles limitées à leur propre entreprise.

Notons aussi que la répression est aujourd'hui moins effective que les années passées. Non seulement parce que les manifestants deviennent plus hardis, mais aussi et au-delà, parce que c'est le début d'un changement plus fondamental des perceptions tant du côté du peuple que de la classe dominante. La peur recule, alors que la bureaucratie sent que sa légitimité s'érode graduellement.

Après plus de vingt ans de privatisations par et pour la bureaucratie dominante, cette dernière s'est tellement enrichie que la colère s'accumule non seulement chez les travailleurs, mais aussi dans la bourgeoisie privée et les classes moyennes supérieures.

Les « *netizens* » (citoyens du Net) jouent ici un grand rôle. Depuis des années, ils réclament la publication des chiffres des dépenses des sangong xiaofei, ce qui veut littéralement dire les dépenses des représentants du gouvernement durant leurs voyages à l'étranger, telles qu'achats de voitures, réceptions officielles et banquets. Quand le montant en a finalement été publié, les netizens l'ont jugé déraisonnablement élevé et ont dénoncé le fait qu'il augmentait perpétuellement - le chiffre officiel était de 10 milliards de yuans (soit 1,63 milliard de dollars) l'an dernier. Les netizens ont alors exigé la publication des montants correspondant aux différents ministères, ce que le gouvernement s'est récemment résigné à faire. Ils ont aussi recouru à des moteurs de recherche pour enquêter sur des hauts fonctionnaires corrompus et ont rendu publiques leurs découvertes.

Ce mode de militantisme a un impact qui va au-delà des réseaux branchés sur Internet. Il influence la perception de plus en plus négative que la population a du parti dirigeant. En conséquence, même s'il est difficile pour les luttes économiques du salariat d'acquérir une dimension politique vu le caractère répressif du régime, la décadence continuelle de ce dernier érode sa légitimité. A moyen terme, cela peut politiser la société, que ce soit à l'occasion d'un grand scandale, d'une lutte de fractions au sein du parti dirigeant, de l'apparition d'une crise économique ou d'une combinaison de tels facteurs.

Est-ce que l'accroissement continu du salaire minimum, l'expansion des logements publics, etc., auxquels on a assisté ces dernières années, indiquent que le parti-Etat possède à la fois la volonté politique et les moyens institutionnels de mettre en œuvre sa politique

d'amélioration de la vie du peuple ?

Cette dernière décennie, le salaire minimum s'est effectivement accru de façon continue, mais il faut aussi tenir compte de l'inflation croissante - le chiffre officiel est relativement bas, mais on ne peut pas s'y fier. Pour les salariés que nous avons interviewés, la vie reste difficile avec les loyers et le prix des aliments en hausse ; une hausse qui n'est jamais pleinement reflétée dans les statistiques officielles.

Un capitalisme bureaucratique prédateur

Ces dernières années, le PCC a promu une réforme du droit du travail et, à s'en tenir aux apparences, a mis en place un Etat-providence. Cette question, cependant, doit être évaluée dans son contexte politique. La bureaucratie s'est transformée en une classe capitaliste bureaucratique. Elle a pu le faire avec aisance parce qu'elle se place au-dessus de toute loi - excepté son droit divin à la dictature d'un parti unique. En conséquence, son objectif est de devenir riche à travers sa tâche : l'administration de la société. C'est pourquoi un grand nombre de logements publics a été distribué non pas à des pauvres, mais à des fonctionnaires gouvernementaux et à leurs protégés. C'est aussi pourquoi, si la bureaucratie fait à l'occasion appliquer la loi qui donne droit au peuple à des bénéfices économiques, cela vient toujours après son objectif premier : piller le pays.

Et quand les gens se lèvent pour exiger leurs droits légitimes, le parti-Etat répond par la répression.

Même quand elles peuvent paraître bonnes en elles-mêmes, tant que les réformes sociales et économiques continueront à être interprétées et mises en œuvre par les seuls dirigeants du parti, elles tourneront nécessairement, tôt au tard, au vinaigre. Ainsi, les bénéfices économiques ne sont pas seuls à être désespérément nécessités, il en va de même du pouvoir politique au peuple - mais il s'agit de quelque chose que le parti-Etat ne concèdera jamais s'il n'y a pas une très forte pression d'en bas.

N'oublions pas que le gouffre grandissant entre riches et pauvres, comme entre le parti et le peuple, est avant tout le résultat de l'existence de ce parti-Etat et de son capitalisme bureaucratique. En conséquence, l'Etat n'est pas la solution aux contradictions profondes de la Chine : il est plutôt un problème en lui-même - sa corruption rampante s'impose de façon croissante comme un fardeau insupportable pour la société et provoquera un jour ou l'autre une implosion.

La presse a récemment affirmé que des entreprises chinoises et étrangères quittent la Chine en plus grand nombre pour le Bangladesh et le Vietnam, à cause d'un déficit de main-d'œuvre et de la montée des coûts salariaux. Qu'est-ce que cela va changer pour le pouvoir de négociation des travailleurs ?

Du fait de l'appréciation de la devise chinoise, du déficit de main-d'œuvre et de la hausse des salaires nominaux, le nombre de firmes quittant la Chine a été en augmentation depuis un certain temps déjà ; et cela devrait continuer dans les années à venir. En règle générale, cela devrait jouer en faveur des salariés, mais pour l'heure ce n'est pas aussi significatif que l'on pourrait le croire.

Dans un pays où prévaut la loi de la jungle, les capitalistes, avec l'aide du talon de fer de l'Etat, peuvent toujours trouver le moyen de contourner le déficit de main-d'œuvre et la hausse des coûts salariaux. Ils peuvent par exemple faire appel à des internes des écoles professionnelles, la plupart d'entre eux n'étant même pas adultes : leurs stages en entreprise sont arrangés par les institutions locales d'enseignement public et par les municipalités des provinces ou villes exportatrices. Il y a bien d'autres exemples de collusion entre capitalistes et gouvernements locaux. C'est ainsi que Honda Foshan - comme bien d'autres entreprises - surmonte le déficit de main-d'œuvre.

Un autre moyen est de mettre des enfants au travail. Cette pratique s'était un peu réduite ces dernières années, mais nous suspectons qu'elle regagne le terrain perdu. Nous connaissons des cas à Chaozhou, dans la province de Guangdong, où à nouveau des entreprises de l'habillement recourent illégalement à une main-d'œuvre infantile à coût réduit.

Cependant, les bas salaires n'ont jamais été le seul avantage dont bénéficie la Chine. De fait, il y a dix ans, les salaires chinois n'étaient pas les plus bas en Asie. Les travailleurs chinois sont très productifs par rapport à d'autres pays au niveau de développement économique comparable. Cette main-d'œuvre est en effet très disciplinée et relativement éduquée, ce qui est le résultat combiné d'un Etat très répressif, mais né d'une révolution. Cela continue à contribuer à faire de la Chine l'atelier du monde.

Il y a encore d'autres facteurs à prendre en compte, mais nous ne pouvons pas les aborder ici. Ce qui importe, par rapport à la question posée, c'est que même si la période d'abondance de la main-d'œuvre est maintenant derrière nous, le statut de la Chine comme atelier du monde ne va pas pour autant disparaître rapidement.

Au Loong-Yu et Bai Ruixue

Propos recueillis par Pierre Rousset

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 45 (juillet 2013). <http://www.npa2009.org/>